

Considérant qu'il est de bonne administration de procéder en une fois à toutes les adaptations requises, notamment à des fins de cohérence;

Considérant qu'il importe donc de ne pas entraver le bon fonctionnement des services existants du Ministère de la Fonction publique au 31 décembre 1995; et qu'à cette fin, il s'indique de prolonger les barrières existantes;

Considérant enfin qu'il est de bonne administration d'établir à titre transitoire une barrière de cadre entre les services existant au 31 décembre 1995 et ceux transférés au 1er janvier 1996;

Sur la proposition de notre Ministre de la Fonction publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le Secrétariat général, le Service d'Administration générale, la Direction générale de la Sélection et de la Formation et le Secrétariat permanent de recrutement constituent, une entité distincte des autres services du Ministère de la Fonction publique pour la promotion et pour le changement de grade.

Art. 2. Le Secrétariat permanent de Recrutement constitue une entité distincte du Secrétariat général, du Service d'Administration générale et de la Direction générale de la Sélection et de la Formation pour la promotion ou pour le changement de grade jusqu'au rang 14 inclus.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1996 et cesse de produire ses effets à la date de publication de l'arrêté royal qui intègre dans le cadre du Ministère de la Fonction publique les emplois des services dont le transfert est prévu à ce ministère au 1er janvier 1996 en vertu de l'arrêté royal du 19 septembre 1994 portant création, organisation et fixation du cadre du Ministère de la Fonction publique, tel que modifié.

Art. 4. Notre Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 décembre 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,
A. FLAHAUT

Overwegende dat het van een goed bestuur blijk geeft om in één keer alle vereiste aanpassingen te verrichten, onder meer ter wille van de coherentie;

Overwegende dat het dus belangrijk is de goede werking van de bestaande diensten van het Ministerie van Ambtenarenzaken op 31 december 1995 niet te belemmeren; dat met dit doel het aangewezen is de bestaande afsluitingen te verlengen;

Overwegende dat het van behoorlijk bestuur getuigt om te voorlopigen titel tussen de personeelsformaties van de op 31 december 1995 bestaande diensten en deze die per 1 januari 1996 overgedragen worden een afsluiting in te bouwen;

Op de voordracht van Onze Minister van Ambtenarenzaken;

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het Secretariaat-generaal, de Dienst van Algemeen Bestuur, de Algemene Directie voor Selectie en Vorming en het Vast Wervingssecretariaat zijn een entiteit die los staat van de andere diensten van het Ministerie van Ambtenarenzaken voor de bevordering en voor de graadverandering.

Art. 2. Het Vast Wervingssecretariaat is een entiteit die los staat van het Secretariaat-generaal, de Dienst van Algemeen Bestuur en de Algemene Directie voor Selectie en Vorming voor de bevordering of voor de graadverandering tot rang 14 inbegrepen.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1996 en houdt op van kracht te zijn op de datum van de publicatie van het koninklijk besluit dat de betrekkingen van die diensten van het Ministerie van Ambtenarenzaken, waarvan de overdracht naar dit Ministerie is voorzien op 1 januari 1996, integreert in de personeelsformatie, bedoeld in het koninklijk besluit van 19 september 1994 tot oprichting, organisatie en vastlegging van de personeelsformatie van het Ministerie van Ambtenarenzaken, zoals gewijzigd.

Art. 4. Onze Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 december 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken,
A. FLAHAUT

F. 95 - 3319

[C - 988]

N. 95 - 3319

[C - 988]

11 DECEMBRE 1995

Arrêté royal portant création du Service social
du Ministère de la Fonction publique

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu le protocole n° 55/1 du 10 novembre 1995 du Comité de secteur 1 - Administration générale;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 18 août 1995;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 20 octobre 1995;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. - § 1^{er}. - Il est créé au Ministère de la Fonction publique un Service social ayant pour objet à l'égard des bénéficiaires de ce service :

- 1° prioritairement de fournir une aide morale et matérielle;
- 2° complémentaire de développer des actions de promotion sociale ou culturelle.

Le Service social organise des actions générales ou accorde des aides individuelles.

11 DECEMBER 1995

Koninklijk besluit houdende oprichting van de Sociale dienst
van het Ministerie van Ambtenarenzaken

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het protocol nr 55/1 van 10 november 1995 van het Sectorcomité 1 - Algemeen Bestuur;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 augustus 1995;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 20 oktober 1995;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Ambtenarenzaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1.- Bij het Ministerie van Ambtenarenzaken wordt een Sociale dienst opgericht met als doel voor de begunstigden van deze dienst :

- 1° in de eerste plaats een morele en materiële hulp te geven;
- 2° in bijkomende orde acties voor sociale of culturele promotie tot stand te brengen.

De Sociale Dienst organiseert algemene acties of kent individuele hulp toe.

§ 2.- Il assure également la gestion de l'ensemble des infrastructures telles que, restaurants et centres sportifs ou culturels, particulièrement celle :

1° du restaurant de la Régie des Bâtiments sis au Résidence Palace, rue de la Loi 155 à 1040 Bruxelles;

2° du Centre familial et sportif de la Régie des Bâtiments sis au Parc de Woluwe à 1050 Bruxelles.

Art. 2. Le service social étend son action aux agents du département ou de la Régie des Bâtiments, définitifs, stagiaires et non statutaires, aux agents en disponibilité, aux agents pensionnés, aux membres de leur famille habitant sous le même toit et dont ils sont le soutien, ainsi qu'aux veuves, veufs et orphelins.

Par agents pensionnés, il faut entendre notamment les agents qui étaient pensionnés à la date du transfert de leur service au Ministère de la Fonction publique.

Les agents s'adressent directement et librement au service social.

Art. 3. Le Ministre de la Fonction publique peut confier la gestion de ce service social à une association sans but lucratif agréée par lui.

Art. 4. Pour être agréée, cette association doit avoir prévu dans ses statuts :

1° qu'elle est composée exclusivement d'agents du département et de la Régie des Bâtiments définitifs ou stagiaires en activité de service, en congé syndical ou en disponibilité - à moins que la disponibilité ne soit motivée par des convenances personnelles- ou non statutaires;

2° que l'objectif social qu'elle remplit correspond à l'objet prévu à l'article 1er du présent arrêté;

3° qu'elle est dirigée par un Conseil d'administration, composé de représentants des organisations syndicales représentatives au sens de l'article 8, § 1, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;

4° que ce conseil d'administration accueillera à toutes ses séances en son sein un fonctionnaire du département ou de la Régie des Bâtiments, représentant le Ministre de la Fonction publique. Ce représentant peut;

a. participer, avec voix consultative, à toute réunion de l'assemblée générale et du conseil d'administration; il y est entendu à sa demande;

b. suspendre par un acte écrit et motivé, notifié dans les huit jours calendrier de la décision, toute mesure d'exécution qu'il estime contraire aux statuts, à la loi ou à l'intérêt général.

Les motifs de la suspension sont communiqués au Ministre. L'association se conforme à la décision du Ministre. A défaut pour celui-ci d'avoir statué dans les vingt jours calendrier de la notification de la suspension, la décision du Conseil d'administration peut être exécutée.

c. charger le président de l'association de convoquer le conseil d'administration dans les dix jours calendrier. Dans ce cas, il mentionne par écrit les points devant figurer à l'ordre du jour;

d. prendre connaissance sur place de toutes pièces relatives à la gestion de l'association; il vise toutes pièces adressées par l'association au Ministre.

Le représentant ne peut toutefois donner des ordres, s'immiscer dans la gestion journalière de l'association, ou empêcher l'exécution de décisions régulièrement prises.

5° la manière dont les bénéfices résultant de la gestion des infrastructures visées à l'article 1, § 2, du présent arrêté peuvent être affectés aux investissements indispensables à l'amélioration des services proposés par ces deux entités;

6° que l'association définira avec l'approbation du Ministre de la Fonction publique les activités qu'elle compte mettre en oeuvre en application de l'article 1er du présent arrêté;

7° de se conformer à un règlement d'ordre intérieur approuvé par le Ministre de la Fonction publique;

8° qu'elle soumettra au Ministre de la Fonction publique, à la fin de chaque année et avant le 15 avril de l'année suivante, un rapport moral et financier détaillé sur son activité pendant l'exercice écoulé.

§ 2.- Hij zorgt eveneens voor het beheer van het geheel der infra-structuren zoals restaurants en sport- of culturele centra, meer bepaald dat van :

1° het restaurant van de Regie der Gebouwen in de Residence Palace, Weistraat 155 te 1040 Brussel;

2° het Gezins- en sportcentrum van de Regie der Gebouwen in het Park van Woluwe te 1050 Brussel.

Art. 2. De werking van de sociale dienst heeft betrekking op de personeelsleden van het departement of van de Regie der Gebouwen, het vastbenoemd, het stagedoend en het niet-statutair personeel, de ambtenaren in beschikbaarheid, de gepensioneerde personeelsleden, de leden van hun gezin die onder hetzelfde dak wonen en op hun steun zijn aangewezen, alsook de weduwen, de weduwnaren en de wezen.

Onder gepensioneerde personeelsleden verstaat men onder meer de ambtenaren die gepensionneerd waren op de datum van de overheveling van hun dienst naar het Ministerie van Ambtenarenzaken.

De personeelsleden richten zich vrij en rechtstreeks tot de sociale dienst.

Art. 3. De Minister van Ambtenarenzaken kan het beheer van deze sociale dienst toevertrouwen aan een door hem erkende vereniging zonder winstoogmerk.

Art. 4. Om erkend te worden moet deze vereniging in haar statuten bepalen :

1° dat zij uitsluitend bestaat uit ambtenaren van het departement en van de Regie der Gebouwen, vastbenoemd of stagedoend personeel in actieve dienst, met syndicaal verlof of in beschikbaarheid - tenzij het om beschikbaarheid wegens persoonlijke aangelegenheid gaat - of niet-statutair personeel;

2° dat het sociale doel dat zij vervult beantwoordt aan het doel dat in artikel 1 van dit besluit is bepaald;

3° dat zij beheerd wordt door een Raad van bestuur die bestaat uit vertegenwoordigers van de representatieve vakorganisaties in de zin van artikel 8, § 1, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

4° dat deze raad van bestuur op al zijn zittingen een ambtenaar van het departement of van de Regie der Gebouwen zal aanvaarden, die de Minister van Ambtenarenzaken vertegenwoordigt. Deze vertegenwoordiger kan :

a. met adviserende stem deelnemen aan iedere bijeenkomst van de algemene vergadering en van de raad van bestuur; op zijn verzoek wordt hem het woord verleend;

b. door een binnen de acht kalenderdagen na de beslissing ter kennis gebrachte geschreven en gemotiveerde akte, elke uitvoeringsmaatregel opschorten die hij in strijd acht met de statuten, met de wet of met het algemeen belang.

De redenen van de opschorting worden ter kennis van de Minister gebracht. De vereniging gedraagt zich naar de beslissing van de Minister. Zo deze laatste, binnen de twintig kalenderdagen na de kennisgeving van de opschorting, geen uitspraak heeft gedaan, mag de beslissing van de raad van bestuur worden uitgevoerd.

c. de voorzitter van de vereniging opdracht geven om de raad van bestuur binnen de tien kalenderdagen bijeen te roepen. In dit geval vermeldt hij schriftelijk de punten die moeten voorkomen op de agenda;

d. ter plaatse inzage nemen van alle bescheiden betreffende het beheer van de vereniging; hij viseert elk bescheid dat de vereniging richt tot de Minister.

De vertegenwoordiger mag evenwel geen bevelen geven, zich niet mengen in het dagelijks bestuur van de vereniging of de uitvoering van regelmatig getroffen beslissingen verhinderen.

5° de wijze waarop de winsten, die voortvloeien uit het beheer van de in artikel 1, § 2, van dit besluit bedoelde infrastructuren, kunnen worden bestemd voor de investeringen die nodig zijn voor de verbetering van de diensten voorgesteld door deze twee entiteiten;

6° dat deze vereniging met goedkeuring van de Minister van Ambtenarenzaken de activiteiten zal omschrijven die zij wil nemen met toepassing van artikel 1 van dit besluit;

7° zich te houden aan een huishoudelijk reglement dat door de Minister van Ambtenarenzaken is goedgekeurd;

8° dat ze, op het einde van elk jaar en vóór 15 april van het daaropvolgend jaar, aan de Minister van Ambtenarenzaken een omstandig moreel en financieel verslag zal voorleggen over haar activiteit tijdens het voorbije boekjaar.

Art. 5. L'agrément peut être révoqué si l'association :

1° manque aux obligations qu'elle a contractées envers le Ministre;

2° ne respecte pas les dispositions du présent arrêté, de ses statuts ou du règlement visé à l'article 4, 7°.

Art. 6. Le Ministre de la Fonction publique met à la disposition de l'association sans but lucratif, dans les limites des crédits figurant au budget, les moyens nécessaires à l'accomplissement des tâches incombant au service social, le cas échéant il peut également y détacher du personnel, sur proposition de l'association. Ce détachement ne modifie en rien la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel concernés.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1996.

Art. 8. Notre Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, 11 décembre 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,
A. FLAHAUT

Art. 5. De erkenning kan worden ingetrokken in geval de vereniging :

1° haar verbintenissen niet nakomt die zij tegenover de Minister heeft aangegaan;

2° zich niet houdt aan de bepalingen van dit besluit, van haar statuten of van het reglement bedoeld in artikel 4, 7°.

Art. 6. De Minister van Ambtenarenzaken stelt, binnen de perken van de kredieten van de begroting, de middelen ter beschikking van de vereniging zonder winstoogmerk die nodig zijn voor het vervullen van de opdrachten van de sociale dienst; eventueel kan hij er ook personeel naar detacheren, op voorstel van de vereniging. Deze detachering wijzigt niets aan de administratieve en geldelijke toestand van de betrokken personeelsleden.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1996.

Art. 8. Onze Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 december 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken,
A. FLAHAUT

F. 95 - 3320

[C - 989]

11 DECEMBRE 1995. — Arrêté royal adaptant certaines dispositions de l'arrêté royal du 12 février 1991 portant réorganisation du Service social du Ministère des Communications et de l'Infrastructure et organisant le transfert de la gestion et des avoirs des infrastructures sociales de la Régie des Bâtiments au Service social du Ministère de la Fonction publique

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 37 et 107, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté du Régent du 15 septembre 1947 portant création du Service des Oeuvres sociales au sein des Services généraux du Ministère des Communications;

Vu l'arrêté royal du 12 février 1991 portant réorganisation du Service social au Ministère des Communications et de l'Infrastructure, notamment l'article 1er;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 août 1995;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 20 octobre 1995;

Vu le protocole n° 231 du 22 novembre 1995 du Comité des services publics nationaux, communautaires et régionaux;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Considérant que la création d'un Service social propre au Ministère de la Fonction publique et à la Régie des Bâtiments crée des conditions qui ne justifient plus que la gestion des moyens affectés aux activités sociales de la Régie des Bâtiments soit assurée par le Service social du Ministère des Communications et de l'Infrastructure;

Considérant que la gestion du restaurant de la Régie des Bâtiments sis au Résidence Palace et du Centre familial et sportif de la Régie des Bâtiments sis à Woluwe doit être assurée par le Service social du Ministère de la Fonction publique et de la Régie des Bâtiments et que dès lors le transfert d'avoirs et de biens meubles doit être réglé;

Sur la proposition de Notre Ministre des Transports et de Notre Ministre de la Fonction publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'arrêté du Régent du 15 septembre 1947 portant création d'un Service des Oeuvres sociales au sein des Services généraux du Ministère des Communications et ses arrêtés ministériels ne

N. 95 - 3320

[C - 989]

11 DECEMBER 1995. — Koninklijk besluit tot aanpassing van sommige bepalingen van het koninklijk besluit van 12 februari 1991 houdende reorganisatie van de Sociale dienst bij het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur en tot organisatie van de overdracht van het beheer en de bezittingen van de sociale infrastructuur van de Regie der Gebouwen naar de Sociale dienst van het Ministerie van Ambtenarenzaken

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het besluit van de Regent van 15 september 1947 houdende oprichting van de Dienst der Sociale Werken in de schoot van de Algemene Diensten van het Ministerie van Verkeerswezen;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 februari 1991 houdende reorganisatie van de Sociale Dienst bij het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 augustus 1995;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 20 oktober 1995;

Gelet op het protocol nr 231 van 22 november 1995 van het Comité voor de nationale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Overwegende dat de oprichting van een eigen Sociale dienst voor het Ministerie van Ambtenarenzaken en de Regie der Gebouwen omstandigheden schept die niet langer rechtvaardigen dat het beheer van de middelen die bestemd zijn voor de sociale activiteiten van de Regie der Gebouwen zou verricht worden door de Sociale dienst van het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur;

Overwegende dat het beheer van het restaurant van de Regie der Gebouwen in de Residence Palace en van het Gezins- en Sportcentrum van de Regie der Gebouwen te Woluwe dient te gebeuren door de Sociale dienst van het Ministerie van Ambtenarenzaken en van de Regie der Gebouwen en dat dus de overdracht van de bezittingen en de roerende goederen geregeld moet zijn;

Op de voordracht van Onze Minister van Vervoer en van Onze Minister van Ambtenarenzaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het besluit van de Regent van 15 september 1947 houdende oprichting van de Dienst der Sociale Werken in de schoot van de Algemene Diensten van het Ministerie van Verkeerswezen met